

11.2 Croissance - Productivité

En 2010, l'économie française est à nouveau en expansion, après le repli historique de l'activité en 2008-2009 : le **produit intérieur brut (PIB)** augmente de 1,5 % après - 2,7 % en 2009 en moyenne annuelle. L'économie a en fait recommencé à croître dès la mi-2009. La reprise est néanmoins modérée : au quatrième trimestre 2010, le niveau d'activité reste inférieur à celui d'avant la récession. Du côté de la demande, la reprise s'explique en premier lieu par le fort rebond des exportations, tirées par le commerce mondial, après l'effondrement des échanges en 2009.

L'investissement pour l'ensemble des agents est quasiment stable en 2010, après un fort recul en 2009. Soutenu par un rebond de l'investissement en biens d'équipement et en services, l'investissement des entreprises non financières renoue avec la croissance en 2010. Le recul de l'investissement des ménages s'atténue nettement (- 1,5 % après - 9,3 %). La baisse des achats de logements neufs se poursuit, mais le marché immobilier de l'ancien reprend. Enfin, les dépenses d'investissement des **administrations publiques** chutent, alors que les mesures prises dans le cadre du plan de relance les avaient soutenues en 2009 (- 9,6 % après + 2,4 %).

La situation financière des entreprises s'améliore un peu en 2010 mais elle reste moins favorable qu'avant la crise. La **valeur ajoutée** des sociétés non financières progresse de 2,1 %. La rémunération des salariés suit le même rythme. Pourtant, l'**excédent brut d'exploitation** progresse fortement (+ 5,3 %),

sous l'effet de la réforme de la taxe professionnelle, qui réduit les impôts sur la production. Ainsi, le taux de marge des sociétés non financières se redresse à 30,2 % en moyenne en 2010.

La sortie de crise se fait en ordre dispersé selon les secteurs. La production manufacturière rebondit vivement (+ 4,5 % après - 11,6 % en 2009). La branche des matériels de transport présente des évolutions cycliques très marquées. En effet, l'industrie automobile a été l'une des branches les plus touchées pendant la crise ; mais soutenue par le *boom* de la consommation automobile en France en 2009-2010 et par la hausse des exportations, sa production rebondit de + 12,8 % en 2010. La reprise de l'activité des services marchands est moins nette que dans l'industrie manufacturière, mais la baisse y a été aussi clairement moins prononcée en 2009. La relance est particulièrement visible dans la branche des services aux entreprises et de l'information-communication. Contrairement à l'industrie et aux services, la construction reste en récession en 2010 : la production baisse de 5,5 %.

Après un recul généralisé en 2009, l'emploi repart à la hausse. La reprise du marché de l'emploi apparaît toutefois plus précoce et vigoureuse que ne le laisserait attendre la relative modestie de la reprise de l'activité : la **productivité apparente du travail**, qui avait chuté en 2009, ne se redresse donc que modérément (+ 1,2 %). ■

Définitions

Contribution à la croissance du PIB : la contribution de chacune des composantes du PIB (dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial) à la croissance d'ensemble résulte de l'évolution de cette composante pondérée par son poids dans le PIB.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation. Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte. L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Administrations publiques, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), productivité apparente du travail, produit intérieur brut (PIB), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

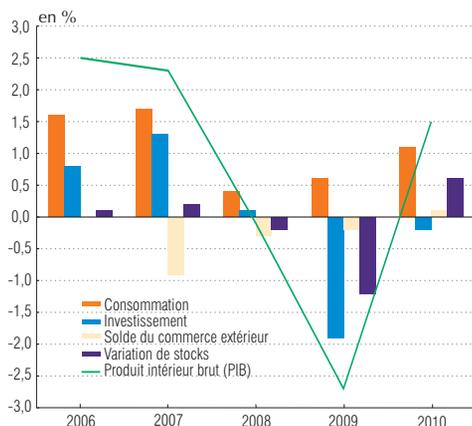
- « Le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 en hausse de 0,2 % », *communiqué de presse* n° 127, Eurostat, septembre 2011.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2011.
- « Les comptes de la Nation en 2010 – la croissance repart », *Insee Première* n° 1349, mai 2011.

Contributions à la croissance du PIB

	en %		
	2008 (r)	2009 (r)	2010 (p)
Dépenses de consommation finale	0,4	0,6	1,1
Ménages	0,1	0,0	0,8
Administrations publiques	0,3	0,5	0,3
ISBLSM	0,0	0,1	0,0
Formation brute de capital fixe	0,1	-1,9	-0,2
Sociétés et entreprises indiv. non financières	0,3	-1,3	0,2
Sociétés et entreprises indiv. financières	0,1	-0,1	-0,1
Administrations publiques	-0,1	0,1	-0,3
Ménages hors entrepreneurs individuels	-0,2	-0,6	-0,1
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Solde extérieur des biens et services	-0,3	-0,2	0,1
Exportations	-0,1	-3,3	2,3
Importations	-0,3	3,1	-2,2
Acquisitions nettes de cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0
Variation de stocks	-0,2	-1,2	0,6
Produit intérieur brut	-0,1	-2,7	1,5

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Partage de la valeur ajoutée à prix courants

	en %		
	1990	2000	2010
Rémunération des salariés	57,7	58,1	59,3
Salaires et traitements bruts	41,8	42,6	43,6
Cot. sociales à la charge des employeurs	15,9	15,5	15,7
Impôts sur la production	3,8	4,7	4,7
Subventions d'exploitation	-1,1	-1,0	-1,5
Excédent brut d'exploitation	30,0	30,4	30,7
Revenu mixte brut	9,6	7,8	6,9
Valeur ajoutée brute en Mds d'euros	924,0	1 289,1	1 738,0

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

	en %			
	2007	2008	2009	2010 (p)
Agriculture, sylviculture et pêche	3,9	8,4	8,4	0,0
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	2,2	-3,7	-3,1	7,7
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-1,6	-5,7	-12,6	4,1
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,9	-8,8	0,5	1,5
Cokéfaction et raffinage	1,5	-44,3	-29,9	2,5
Fabr. de machines et d'équip. électriques ¹	2,7	-1,1	-7,2	8,0
Fabrication de matériels de transport	2,3	-4,6	-3,3	16,4
Fabrication d'autres produits industriels	3,1	-1,2	-0,3	8,8
Construction	-1,4	-4,7	-2,6	-2,8
Services principalement marchands	0,1	-0,9	1,0	1,2
Commerce, transports, héb. et restauration	0,4	-0,7	-1,7	3,6
Information et communication	1,6	0,2	0,2	2,3
Activités financières et d'assurance	1,5	-4,3	5,2	-3,2
Activités immobilières	-1,8	-2,3	5,4	1,2
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	0,6	0,9	0,5	-0,5
Autres services	-0,3	-0,5	3,2	-0,7
Services principalement non marchands²	-0,3	-1,7	0,7	-0,1
Ensemble	0,5	-1,5	0,1	1,6

1. Y compris fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Correspond au regroupement «Administration publique», «Enseignement», «Santé humaine et action sociale».

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

				en %			
Pays	2008 (r)	2009 (r)	2010	Pays	2008 (r)	2009 (r)	2010
Allemagne	1,1	-5,1	3,7	Luxembourg	1,4	-3,6	3,5
Autriche	1,4	-3,8	2,3	Malte	4,4	-2,7	2,7
Belgique	1,0	-2,8	2,2	Pays-Bas	1,8	-3,5	1,7
Bulgarie	6,2	-5,5	0,2	Pologne	5,1	1,6	3,8
Chypre	3,6	-1,7	1,0	Portugal	0,0	-2,5	1,3
Danemark	-1,1	-5,2	1,7	République tchèque	2,5	-4,1	2,3
Espagne	0,9	-3,7	-0,1	Roumanie	7,3	-7,1	-1,3
Estonie	-3,7	-14,3	2,3	Royaume-Uni	-0,1	-4,9	1,4
Finlande	1,0	-8,2	3,6	Slovaquie	5,8	-4,8	4,0
France	-0,1	-2,7	1,5	Slovénie	3,6	-8,0	1,4
Grèce (p)	1,0	-2,0	-4,5	Suède	-0,6	-5,2	5,6
Hongrie	0,8	-6,7	1,2	UE à 27 pays	0,5	-4,3	1,8
Irlande	-3,0	-7,0	-0,4	États-Unis	-0,3	-3,5	3,0
Italie	-1,3	-5,2	1,3	Japon	-1,2	-6,3	4,0
Lettonie	-3,3	-17,7	-0,3	Suisse	2,1	-1,9	2,7
Lituanie	2,9	-14,7	1,3	Turquie	0,7	-4,8	9,0

Source : Eurostat.